

Avis voté en plénière du 24 janvier 2017

# L'évolution de la fonction publique et des principes qui la régissent

## Déclaration du groupe UNSA

Il n'est pas si fréquent dans notre pays de pouvoir débattre d'un sujet autrement que par raccourcis, caricatures ou présupposés. C'est particulièrement le cas sur la fonction publique où les propos de « café du commerce » abondent dans certains médias ou dans les paroles de certains responsables politiques, soit pour en faire un bouc émissaire pratique, soit encore pour ne la réduire qu'à des chiffres et à un coût.

Cet avis a le mérite de débattre sérieusement sur le fond, avec méthode et de façon documentée sur le sujet.

Notre pays est soumis à des défis inédits avec les mutations radicales, notamment technologiques et environnementales, qui caractérisent la période. Celles-ci posent, et de façon renouvelée, des impératifs d'adaptation, de créativité pour nos concitoyens, pour notre économie et nos entreprises. Elles posent également des questions démocratiques et de cohésion sociale pour notre pays.

Pour les affronter, les canaliser et les optimiser au profit de l'intérêt général, la fonction publique n'est pas une entrave mais, tout au contraire, un outil irremplaçable grâce à ses principes fondateurs et à la robustesse qu'ils lui donnent. Cette approche constructive charpente l'ensemble du présent avis : c'est la première raison pour laquelle l'UNSA le soutient.

L'UNSA n'a jamais vu la fonction publique comme un monument historique classé et donc intouchable : elle est d'abord la traduction de principes républicains dont la vivacité implique précisément qu'elle s'adapte à la modernité.

Le défi qui était lancé dans cet exercice prospectif à horizon 2025 était de réfléchir à la fois au contenu de ces adaptations et aux conditions pour y parvenir. Pour cela, il faut mettre au cœur la question des missions dont découle celle des moyens et non pas l'inverse. C'est résolument de cette méthode que l'avis procède et c'est la seconde raison pour laquelle, l'UNSA le soutient. Toute politique a évidemment un coût et il est légitime de se soucier d'un usage rigoureux de l'argent des contribuables, a fortiori lorsque le déficit guette. Mais si la calculatrice sert la politique, elle ne saurait en tenir lieu.

L'UNSA juge globalement complètes et cohérentes les vingt-sept recommandations de l'avis. Nous apprécions tout particulièrement l'attention portée aux enjeux de formation, de dialogue social, mais aussi de qualité de vie au travail, thème sur lequel nous nous étions fortement mobilisés pour essayer d'obtenir un accord.

Au moment où la fonction publique apparaît comme l'un des thèmes du grand débat politique qui s'ouvre devant le pays, espérons que ses protagonistes s'inspirent de cet avis et comprennent que l'usage brutal de la tronçonneuse, voire de la dynamite, ne peuvent tenir lieu de projet politique pour la Nation. L'UNSA a voté l'avis.